



**PRÉFET
DE LA HAUTE-SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Pôle administratif des installations classées

Le préfet de la Haute-Savoie

Annecy, le

17 SEP. 2024

Chevalier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Arrêté n°PAIC-2024-0072 du 17/09/2024

portant DÉCISION

**en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas
du projet de modification des conditions d'exploitation de l'établissement de la société
DECHAMBOUX situé 300 avenue Jean Morin sur la commune de La Roche-sur-Foron.**

VU la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU l'article 62 de la loi pour un État au service d'une société de confiance entré en vigueur le 12 août 2018 en ce qu'il modifie le IV de l'article L.122-1 du code de l'environnement ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2 et R. 122-3 ;

VU l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Yves LE BRETON, Préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU le décret du 6 décembre 2022, nommant M. David-Anthony DELAVOËT, administrateur de l'État hors classe, détaché en qualité de sous-préfet hors classe, secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;



VU l'arrêté préfectoral n°SGCD/SLI/PAC/2022-148 du 15 décembre 2022 donnant délégation de signature à Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie ;

VU le dossier de demande d'autorisation déposé par la société DECHAMBOUX le 4 janvier 2019, relatif à son établissement situé 300 avenue, incluant une étude d'impact et soumis à enquête publique ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation PAIC-2020-0028 du 11 mars 2020 autorisant la société DECHAMBOUX à exploiter un établissement de regroupement, transit et traitement de déchets et de stockage de produits chimiques et pétroliers sur la commune de La Roche-sur-Foron ;

VU la demande d'examen au cas par cas déposée le 22 août 2024 par la société DECHAMBOUX ayant fait l'objet d'un accusé de réception du même jour et d'une mise en ligne sur le site des services de la préfecture de la Haute-Savoie,

VU le projet sur lequel porte cette demande d'examen au cas par cas, consistant à exploiter dans l'établissement de la société DECHAMBOUX, implanté au 300 avenue Jean Morin sur la commune de La Roche-sur-Foron :

- une unité de traitement par évapo-concentration d'eaux usées industrielles, d'ores et déjà collectées et regroupées sur le site,
- une unité de dépollution des huiles claires usagées en vue de leur réutilisation ;

VU l'avis en date du 13 septembre 2024 de l'inspection des installations classées de la DREAL ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments de la demande d'examen au cas par cas déposée le 22 août 2024, le projet :

- ne concerne pas de nouvelles rubriques de la nomenclature des installations classées,
- ne modifie pas l'emprise de l'établissement ni des activités qui y sont exercées ;
- ne constitue pas une extension au sens des dispositions de l'article R. 181-46-1° du code de l'environnement ;
- le projet n'est pas soumis à évaluation environnementale systématique selon les seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;
- présente des impacts non significatifs consistant dans un rejet d'effluents liquides en station d'épuration collective, exploitée par la Communauté de Commune du Pays Rochois, faisant l'objet d'une convention signée le 21 juin 2023 ;

CONSIDÉRANT que les modifications projetées ne sont pas jugées comme substantielles au regard de la faible augmentation des nuisances ;

CONSIDÉRANT que les modifications n'entraînent pas d'évolution des dangers liés à l'exploitation du site ;

CONCLUANT qu'au vu de l'ensemble des informations et des caractéristiques du projet fournies par le pétitionnaire, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe III de la directive 2011/92/UE modifiée du 13 décembre 2011 susvisée et qu'il ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture

DÉCIDE

Article 1^{er}

Sur la base des informations fournies par la société DECHAMBOUX, le projet d'exploiter dans son établissement implanté au 300 avenue Jean Morin sur la commune de La Roche-sur-Foron :

- une unité de traitement par évapo-concentration d'eaux usées industrielles, d'ores et déjà collectées et regroupées sur le site,
- une unité de dépollution des huiles claires usagées en vue de leur réutilisation,

objet de la demande d'examen au cas par cas déposée le 22 août 2024, n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du Code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble par écrit ou par le biais du portail « télérecours citoyens » accessible au public à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Article 4

Le préfet de la Haute-Savoie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société DECHAMBOUX et sera publié sur le site Internet de la préfecture de la Haute-Savoie à l'adresse suivante : <https://www.haute-savoie.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Prevenir-le-risque-et-se-proteger/Risques-technologiques/Risque-industriel/Modification-extension>

Pour Le Préfet
Le secrétaire général,



David-Anthony DELAVOËT

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VI de l'article R. 122-3 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision, ou dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

Recours gracieux ou RPAO	Recours contentieux
Monsieur le préfet de la Haute-Savoie Pôle Administratif des Installations Classées 3, rue Paul Guiton 74 000 Annecy	Monsieur le président du Tribunal administratif Tribunal Administratif de Grenoble 2 place de Verdun PB 1135 38 022 Grenoble Cedex www.telerecours.fr